

Une actualité chargée d'histoire.

Madame la Présidente, cher(e)s collègues,

2 erreurs fondamentales à ne pas commettre avec l'histoire : oublier le pire sous peine d'être condamné à le revivre et croire passéiste de revenir au meilleur, en s'efforçant à continuer de creuser le fond...

Elections Européenne du 9 juin prochain : EDF créée par des résistants, aujourd'hui aux mains des capitalistes et, si l'on n'y prend pas garde, demain dans celles des extrémistes...

Alors que, partout en Europe, nous voyons depuis plus de 20 ans la montée, voire la prise de pouvoir, de l'extrême droite, les élections Européennes approchant nous rappellent des heures sombres de l'histoire. En effet, l'ascension des partis extrémistes a été particulièrement fulgurante en Italie, en Hongrie, en Pologne, aux Pays-Bas, au Portugal, en Suède et, malheureusement, aussi en France.

Comme l'histoire nous l'a toujours démontré, ces progressions ne sont pas dues au hasard et cette idéologie puise son existence dans les détresses sociales, provenant principalement du chômage et de l'injuste répartition des richesses créées par les travailleuses et les travailleurs. Ainsi, les représentants du grand capital, cherchant à s'accaparer toujours plus de profits, sont les principaux responsables.

Cette année, nous fêtons le 80^{ème} anniversaire du CNR (Conseil National de la Résistance), auquel la CGT a pris toute sa part et à qui EDF doit son existence. Depuis plus de 20 ans (là aussi...), l'héritage du CNR (dont la nationalisation de Renault, d'Air France, d'EDF et la création de la Sécurité sociale et des Comités d'entreprise) est attaqué sous tous les angles par les puissances de la finance.

Rappelons qu'en 2007, Denis Kessler, patron d'un grand groupe d'assurance et numéro 2 du Medef, disait : « *Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance* ». Dans cette lignée, le président Macron a anti démocratiquement imposé l'an dernier la réforme des retraites et veut aujourd'hui s'attaquer à la Sécurité sociale et l'assurance chômage.

Cette remise en cause sociale se double d'une déchéance morale. Les digues érigées grâce à la résistance, entre les forces républicaines et l'extrême droite, sont consciencieusement détruites, avec l'appui de nombreux médias possédés par des milliardaires, faisant passer le RN pour un parti comme les autres. N'oublions pas que le FN, désormais RN, attachés au système capitaliste, a été créé par d'anciens nazis ...

Résultat des attaques contre le programme du CNR, et des compromis d'après 1945, le monde de 2024 ressemble de façon saisissante à celui des années trente : multiplication des conflits armés et extrême droite au pouvoir ou à ses portes grâce à une alliance avec la droite et le monde de la finance.

On voudrait nous faire admettre aujourd'hui que cette ambition des « *jours heureux* » serait à ranger dans un passé glorieux car hors des réalités du monde actuel. Pourtant, de la lutte contre les exigences des puissances financières à celle contre le dérèglement climatique qui participe au sens du travail des salariés d'EDF, du sort des migrants à celui des salariés mis en concurrence sur tout notre continent, tout appelle à construire une nouvelle vision, un nouveau projet, redonnant espoir et confiance en l'avenir.

6 points d'actualité démontrant qu'il ne faut pas oublier le passé et que d'autres choix sont possibles : le CNE, l'EPR, GE, la Responsabilité Sociale d'Entreprise, l'IA et le projet d'entreprise de Luc Rémont.



- **4^{ème} édition du CNE (Conseil National de l'Énergie)** : organisé par les représentants du personnel des CSEC d'EDF et d'ENEDIS et des associations d'élus et de consommateurs citoyens et industriels, il s'est tenu à Paris le 14 mai dernier. Ce CNE a été une réussite avec une participation massive et des échanges riches autour de 2 questions cruciales : quelle politique énergétique pour un avenir durable et quelle politique tarifaire de l'électricité ? Des représentants de tous les partis politiques républicains (donc hors RN) y étaient présents et sur ces questions, même les mouvances politiques ou industrielles capitalistes souhaitent un retour au service public déconnecté des logiques absurdes du marché. Il a été, par ailleurs précisé, que le RN, affichant vouloir sortir du marché de l'électricité, n'a jamais voté en ce sens au parlement Européen...
- **Démarrage tant attendu de Flamanville 3** : 17 ans de déboires pour sa construction, liés à l'abandon de la filière, guidé par des choix politiques de profits courttermistes dénoncés depuis toujours par la CGT. Le lancement des opérations de démarrage, actant le transfert de la direction projet à celle de la DPN, soulage enfin les agents sur le terrain qui vivaient sous une pression constante. La sérénité devant pourtant être la règle permanente dans ce domaine, celle-ci retrouvée doit perdurer et les moyens nécessaires doivent être mise en œuvre. La CGT y veillera.
- **Rachat de Général Electrique et de ses turbines Arabelle** : là encore, les choix capitalistiques ont amené en 2015 le président Macron, alors ministre de l'Économie, à brader aux américains notre fleuron industriel Alstom et avec lui notre souveraineté. Le rachat laborieux de la branche nucléaire de Général Electrique, attendu depuis le 1^{er} décembre dernier car conditionné aux exigences américaines, devrait enfin être annoncé. Des mois d'errance pour les salariés, de perte de compétences et de non-investissement dans les machines, au profit du capital...
- **EDF, entreprise « socialement responsable »** : Derrière cet affichage, EDF, fermant les yeux sur les détresses sociales, entretient la précarité, terreau des extrémismes. A quand l'arrêt de l'externalisation outrancière et anti-sociale, notamment côté activités tertiaires, relevant de l'esclavagisme moderne et ne faisant « qu'engraisser des marchands de viande » ? A quand *a minima* un 13^{ème} mois dans toutes les entreprises prestataires ? A quand l'aménagement de fin de carrière avec effet rétroactif pour les agents embauchés après septembre 2023 et l'absence de perte d'affiliation au régime des IEG lors de suspension du contrat de travail ? A quand des effectifs en nombre nécessaire, tel que pour les services de protection de site à la DPN ? A quand des moyens de reconnaissance spécifiques comme pour les Chaudronniers à l'ULM ? A quand des investissements dignes pour les conditions de travail des salariés, tels que dans les stations de déminéralisation des Centrales Nucléaires ? A quand des moyens et organisations redonnant du sens au travail, comme à DTEO ou Commerce ? Cette liste de sujets est non-exhaustive...
- **Développement de l'Intelligence Artificielle s'imposant de plus en plus dans la société et dans le monde du travail** : comme avec l'arrivée des machines lors de la révolution industrielle, les craintes, liées aux conséquences sur l'emploi et à l'ampleur des potentiels travers d'une telle technologie, s'expriment fortement et à juste titre. Si l'IA peut être un outil d'amélioration des conditions de travail, l'augmentation assurée des profits, seule raison des dirigeants à lui ouvrir leurs portes, devra inévitablement bénéficier aux salariés. La CGT, organisant régulièrement des colloques sur l'IA, sera à l'avant-garde sur le sujet et veillera à assurer, dans toutes les entreprises, la mise en place de garde-fous et une juste redistribution des gains générés, qui devront se traduire par une réduction du temps de travail à 32h, la création d'emplois et des augmentations de salaire.
- **Le projet d'entreprise de notre PDG, Luc Rémont** : ce projet doit nous être présenté dans les prochains jours. Des éléments, comme la réorganisation du nucléaire, ont déjà été engagés mais, plusieurs inconnues



persistent, face à l'annonce d'1,2 milliards d'économies sur 2 ans côté DPNT ou sur l'avenir de l'Hydraulique. Et qu'en sera-t-il du fond ? Ce projet prendra-t-il en compte les leçons du passé en privilégiant l'intérêt général ? En tout cas, la CGT sera là pour les lui rappeler.

Les luttes pour la paix et le désarmement, contre le dérèglement climatique, pour une juste répartition des richesses et la socialisation des biens et moyens de production d'intérêt général sont devenues indissociables de la transformation sociale de la société.

La CGT, qui lutte depuis toujours pour une société plus juste, plus solidaire, plus humaine, contre le racisme et le fascisme, continuera à inscrire son action syndicale dans ces objectifs.

FIN DE DÉCLARATION

